

Le Périgord, une terre propice à la Résistance



La Dordogne présente, pour qui veut se cacher ou survivre, des atouts certains de par sa géographie

N'oublions pas que :

- › les bois, à l'époque, occupent plus du 1/4 de la superficie du département, notamment au Nord et au Nord-Est (Périgord-Limousin), au Sud-Ouest et à l'Ouest (forêts du Landais et, surtout, de la Double), au Sud (forêt de la Bessède), à l'Est et au Sud-Est (Périgord Noir). Ces lieux difficilement accessibles aux services policiers allemands ou de « l'État Français » de Pétain vont servir de refuge à de nombreuses personnes et notamment aux nombreux jeunes, réfractaires au STO.
- › le pays recèle de nombreuses cachettes discrètes, grottes, cluzeaux, bories, ruines ou cabanes. Connus de longue date par les paysans, ces refuges éventuels sont susceptibles d'abriter autant celui qui « *prend le maquis* » que celui qui tente de fuir une répression quelconque. Les routes sont souvent tortueuses et étroites, ce qui désavantage les forces d'occupation et de répression.
- › les densités de population, à part le long des grandes rivières, sont assez faibles et l'habitat très dispersé, ce qui est propice à l'installation de réseaux de résistance et de maquis.
- › le Périgord est une région de polyculture qui permet, dans ces années difficiles, à de très petites collectivités de vivre presque en autarcie et de favoriser le ravitaillement des maquis.





Si la diversité du cadre naturel a exercé une influence sur les rapports avec la Résistance, il en est une autre qui a eu un rôle déterminant : celle des traditions. Sans être véritablement farouches, les Périgourdins ont maintes fois montré leur réprobation et leur hostilité devant les abus de l'Etat. Les conditions très difficiles de l'existence ont développé avant tout, chez eux, un fort instinct de survie qui guide leur méfiance vis-à-vis de l'autorité (cf. les « Croquants » du Périgord ont marqué l'histoire par leurs insoumissions). Dans son ensemble, la Dordogne a aussi soutenu la Révolution française et le radicalisme républicain.

Il ne faut pas oublier non plus la diversité liée à la situation politique du moment. A la population autochtone de 1936, de 385900 habitants, vinrent s'ajouter un certain nombre d'éléments nouveaux : de nombreux Espagnols, républicains espagnols... civils et militaires, après la Guerre d'Espagne ; les Alsaciens-Lorrains dont l'évacuation vers les départements du Sud-Ouest a été décidée, dès le 1er septembre 1939, par le gouvernement ; les réfugiés dont bon nombre, au terme de l'exode, achèvent leur long et douloureux périple dans notre département ; les Israélites dont la communauté, quasiment inexistante en Dordogne à la veille de la guerre, va se renforcer au moment de l'évacuation de la ville de Strasbourg et de l'Alsace.



<https://www.dordogne.fr/a-votre-service/espace-departemental-des-resistances-dhier-a-aujourd'hui-edrha/le-perigord-une-terre-propice-a-la-resistance?>



Ainsi, au 1er août 1941, la Dordogne compte – du fait de la ligne de démarcation – 370315 habitants auxquels il faut ajouter 16249 étrangers, les 30000 Alsaciens restés en Dordogne après le retour des évacués à Strasbourg, les 6065 Israélites, réfugiés et traqués, soit 422.629 habitants.

C'est dans ce « monde des campagnes » que la Résistance périgourdine va trouver sa « *base arrière logistique* ». Le discours du 22 juin 1942 par lequel Laval annonce la Relève et « *souhaite la victoire de l'Allemagne* », l'invasion, le 11 novembre 1942, de la zone dite « libre » et les lois de février 1943 sur le Service du Travail Obligatoire apparaissent comme un facteur déclenchant.

Dès lors, le monde rural commence à sortir de sa réserve et à pratiquer la « *désobéissance patriotique* » et joue un réflexe de solidarité envers les victimes qui désigne Vichy comme complice de l'occupant et bon nombre de ceux qui ont trouvé refuge en Périgord, qu'ils soient alsaciens, lorrains, espagnols ou autres, vont fortement s'impliquer dans la lutte de nos maquis contre les nazis.



Membres de la 2e division SS Das Reich

En Dordogne, la Résistance a commencé très timidement et très discrètement au cours de l'année 1940. Elle ne concerne que quelques poignées d'hommes qui se cherchent et finissent par se contacter très prudemment, tels Louis de la Bardonnie qui, dès le 18 juin 1940, forme avec quelques amis sûrs, l'embryon de ce qui va devenir sous la houlette de Gilbert Depault, alias le <https://www.dordogne.fr/a-votre-service/espace-departemental-des-resistances-dhier-a-aujourd'hui-edrha/le-perigord-une-terre-propice-a-la-resistance?>

quelques amis sûrs, l'emblème de ce qui va devenir, sous la houlette de Gilbert Renault, alias le *colonel Rémy*, non seulement l'un des seuls réseaux à fonctionner de 1940 à 1945, mais aussi l'une des plus puissantes organisations de renseignement de la France Libre, à savoir le réseau *CND-Castille*.

Puis, au cours de l'année 1941, des antennes de réseaux plus importants s'implantent en Périgord. Les principaux mouvements (*Combat*, *Libération*, *Franc-Tireur*, *Front National*) y sont présents, dès la première heure et s'organisent autour d'hommes comme Charles Serre, Jean-Dolet-Blanchou, l'abbé Sigala, Jean Worms, les docteurs Christiaens et Nessmann, le Colonel Kauffmann ... Ces groupes sont encore très restreints et ne sont constitués que de « légaux », c'est-à-dire des gens qui, tout en participant directement – constamment ou occasionnellement – à l'action menée par la Résistance, n'ont rien changé, au moins en apparence, à leur vie professionnelle et familiale. Ces « *hommes du combat souterrain de la France* », ces « *soutiers de la gloire* », comme les appelle Pierre Brossolette ont largement contribué à la diffusion de la presse clandestine, ont pleinement participé aux chaînes et réseaux d'évasion, à la fourniture de points de rencontre pour des réunions, de caches pour du matériel, ... Ces derniers, aidés par les paysans des alentours qui servent souvent d'agents de liaison et de renseignements et forment, autour des campements, des rideaux amis et protecteurs, assurent le ravitaillement.

C'est donc fin 1942 qu'un peu partout, des groupes désormais assez nombreux sont obligés de s'organiser à long terme pour mener une vie dans ce qu'on va commencer à appeler les « maquis ». En quelques mois, on est sans doute passé de 800 résistants à plus de 2000, dont la majorité désormais s'est évanouie dans la nature.

C'est principalement à partir de 1943 que les maquis vont se développer en Dordogne. En effet, l'instauration du Service du Travail Obligatoire (STO) par le régime de Vichy le 16 février 1943 va jeter une partie de ces jeunes gens – requis pour aller travailler durant deux ans pour le compte du régime nazi – dans la clandestinité, refusant de quitter leur pays. Ces réfractaires au STO se retrouvent dans l'illégalité et vont ainsi fournir un fort contingent aux organisations de la Résistance armée qui, dès lors, va s'efforcer, selon des considérations stratégiques et logistiques différentes, d'organiser la vie quotidienne des jeunes maquisards : une vie de difficultés sans nombre, de souffrances physiques, de dénuement, d'isolement, parfois de drames cruels. Les actions de résistance en milieu rural sont très nombreuses mais pas toujours spectaculaires. Il s'agit souvent d'une résistance passive assez généralisée, un mouvement de méfiance généralisé, une grande inertie donnée aux mesures prises par Vichy et une propension à la désobéissance. Très tôt, dans notre département, les paysans cachent une grande partie de leur production et se montrent solidaires des citoyens en les approvisionnant de manière clandestine.

Hormis les « légaux », la Résistance dans les maquis correspond à l'action violente. Elle prend diverses formes en fonction des moyens dont elle dispose : destruction de matériel et de denrées pouvant servir à l'occupant, vol de matériel comme des machines à imprimer, du papier pour confectionner des tracts, des stocks de vivres, réception d'armes, munitions et radios le plus souvent par parachutage, formation et instruction et préparation des nouvelles recrues qui rejoignent le maquis, sabotages (notamment des voies de communication et des voies ferrées), actions à l'encontre des collaborateurs notoires ou des dénonciateurs démasqués qu'il faut empêcher de nuire, ... Comme en attestent les rapports des forces de l'ordre, dans leur langage si particulier, la guerre devient totale au début de l'année 1944. Ainsi, le nombre d'actions passe de 72 en décembre 1943 (sabotages, vols, exécutions sommaires, etc.) à 188 en janvier 1944 (dont 23 sabotages contre la S.N.C.F., 17 cambriolages, 5 exécutions de collaborateurs, 26 vols de voiture, 23 vols d'essence, 32 vols de tabac, 21 vols dans les mairies), puis à 369 en février 1944 (dont 15 enlèvements de collaborateurs, 9 exécutions) pour atteindre 489 en mars 1944 (dont 30 attentats <https://www.dordogne.fr/a-votre-service/espace-departemental-des-resistances-dhier-a-aujourd'hui-edrha/le-perigord-une-terre-propice-a-la-resistance?>

enlèvements de collaborateurs, 5 exécutions), pour atteindre 105 en mars 1944 (dont 66 attentats contre la S.N.C.F., 36 attaques mortelles contre des personnes, 60 cambriolages, 57 vols d'automobiles, 70 vols dans les mairies, 79 vols de tabac).



Le Périgord a payé un lourd tribut à la répression. On a déploré, pendant 4 ans, des centaines d'arrestations et interrogatoires, de très nombreux internés, fusillés ou déportés. L'un des pires moments de la répression se déroule au mois de mars 1944. Face à la multiplication des actions de la Résistance en Dordogne, l'état-major allemand décide d'envoyer, depuis Paris, une division placée sous les ordres du général Walter Brehmer qui, du 26 mars au 2 avril 1944, sème partout la terreur et la désolation à tel point qu'on peut, lorsqu'on évoque aujourd'hui cette époque, parler de « semaine sanglante ». La division Brehmer est intervenue dans 34 cantons et 147 communes, faisant au passage 271 victimes civiles, dont 116 Juifs, déportant des dizaines de personnes (272 selon les travaux de Bernard Reviriego), pillant et brûlant des centaines de maisons ou bâtiments de ferme. La répression de l'occupant a durement marqué villes et villages, notamment : Payzac (16 février 1944), Brantôme (26 mars 1944), l'ensemble du Terrassonnais (fin mars 1944), Rouffignac (31 mars 1944), Mussidan (11 juin 1944), Mouleydier et sa région (21 juin 1944), le Sarladais (26 juin 1944), Périgueux et Saint-Astier (août 1944).

En tout, 5 villages incendiés, 4349 incendies de maisons, parcelles, granges ou bâtiments divers dans 80 communes. Et, suite aux dernières études, on dénombre pour la Dordogne un total de 2602 morts ou disparus (dont 1190 israélites), fusillés, tués au combat ou déportés....

<https://www.dordogne.fr/a-votre-service/espace-departemental-des-resistances-dhier-a-aujourd'hui-edrha/le-perigord-une-terre-propice-a-la-resistance?>

Le département de la Dordogne est totalement libéré le 25 août 1944 avec le départ du dernier Allemand. Jusqu'au dernier moment les combats avec les différents groupes des troupes d'occupation ont été âpres et difficiles. Ils ont ensanglanté la région de Bergerac, Mouleydier, Mussidan, Saint-Astier, etc...

Une fois le département libéré, de nombreux résistants issus de l'AS ou des FTP, et souvent des fils de paysans, décident malgré tout de continuer le combat. Ainsi sont-ils intégrés dans les groupes des Forces Françaises de l'Intérieur qui sont créées. Leur nombre dépasse 8000. Par la suite, ces FFI sont amalgamés à la nouvelle armée française renaissante. Ils forment entre autres le 50e R.I (anciens groupes de l'AS Dordogne Nord), le 108e RI (anciens groupes FTP Dordogne Sud) et le 26e RI (anciens groupes de l'AS Dordogne Sud). qui vont combattre sur les poches de l'Atlantique. Certains dont ceux des centurions *Valmy*, *Verdun* et *Bir-Hakeim*, groupés, sous les ordres d'Antoine Diener, dit *Ance*, forment le bataillon dit de *Strasbourg*, le plus nombreux des trois qui constituent la brigade indépendante Alsace-Lorraine. D'autres, intégrés dans le 1^{er} bataillon du 126^{ème} Régiment d'infanterie, le 134^{ème} RI *Oradour* qui intègre ensuite le 126^{ème} RI, vont renforcer la 1^{ère} Armée française et combattre sur le front de l'Est.

